

« Gand Français ! ». Nationalismes et esprit de corps universitaire en Belgique à l'aube de l'Entre-Deux-Guerres : aperçu bibliographique.

Le mouvement « Gand Français » a été l'objet dans l'historiographie belge d'une double subordination. Cette mobilisation des francophones de Belgique contre les projets de flamandisation de l'Université de Gand, entre la « Promesse du Trône » du 22 novembre 1918 et l'ouverture de l'université bilingue, le 10 octobre 1923, est lue comme épisode, tantôt de l'histoire du Mouvement wallon, tantôt de l'histoire du Mouvement flamand et de son corolaire, le déclin des francophones de Flandre. Néanmoins, comme certains travaux récents le suggèrent, la lecture communautaire n'est pas la seule grille d'analyse pertinente. C'est à cet effet que le présent article dresse l'état de l'art sur ce conflit aux lourdes conséquences pour la société belge.

En effet, la période établie par ces deux termini est désignée par l'historien L. Wils comme un « *point of no return* » pour la Belgique unitaire, condamnée ensuite par la désaffection d'une partie de l'opinion publique flamande. La graine nationaliste plantée pendant la Grande Guerre aurait puisé dans les échecs subis par les minimalistes (la frange unitariste du *Vlaamse Beweging*), notamment celui de la proposition Van Cauwelaert de flamandisation progressive mais totale de l'Université de Gand, la nourriture nécessaire pour étendre de profondes racines à travers un terreau de mécontentement linguistique. Si les historiens du Mouvement flamand sont partagés sur les causes de ces échecs¹, ils insistent néanmoins sur la forte combattivité intra- et extraparlamentaire du camp francophone, qui contrastait à la fois avec la passivité de leurs adversaires minimalistes sur le moment-même, et avec leur propre résignation à l'heure de la flamandisation définitive, en 1930.

Dans son tome de la *Nouvelle Histoire de Belgique*, E. Gerard évoque ce mouvement comme l'acmé de la réaction des francophones (principalement chez les catholiques conservateurs et les libéraux) contre le programme minimum flamand. Pour approfondir la question, le chercheur dispose des ouvrages consacrés à l'Université de Gand « par l'Université de Gand », pourrait-on dire. Un instrument de référence s'impose : la *Kroniek van de strijd voor de vernederlandsing van de R.U.G.* rédigée par son ancien archiviste, Karel De Clerck, à l'occasion du cinquantenaire de la flamandisation définitive². Il est en outre l'auteur de la notice sur ce même sujet, nécessairement concise, dans la *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*. D'autres chercheurs gantois ont donné chair à ce squelette : citons G. Deneckere, E. Langendries, M. De Waele et bien sûr R. Mantels. Selon leurs angles d'approches, chacun contribue à découvrir de nouvelles facettes du mouvement ; mais il n'existe pas encore de synthèse générale³.

Tous ces travaux rendent compte d'un mouvement puissant, fondé sur un réseau d'organisations et de ligues (dont la plus importante fut la Ligue Nationale de J. Pirenne), de relais dans la société civile, et un répertoire d'actions associant un concert de pétitions, motions et pamphlets, de nombreuses manifestations parfois massives et d'importants moyens financiers (pensons à la création *ex nihilo* de l'École des Hautes Études de Gand pour compenser la suppression de cours en français à l'Université). Il justifie l'usage du français dans l'enseignement supérieur en le présentant à la fois comme une langue supérieure de civilisation et de progrès, et une langue patriotique garante de l'unité nationale. Ce courant politique entretenait un rapport ambigu à la démocratie et aux populations flamandes, dont il se prétendait le vrai représentant, en lieu et place du régime parlementaire fragilisé par l'introduction récente du suffrage universel. On peut le rapprocher à bien des égards du nationalisme belge alors triomphant.

De plus, il est possible de pousser plus loin les recherches sur l'histoire des francophones de Flandre à l'aide de travaux de synthèse comme le mémoire de J. Huysmans ou encore les

thèses de C. Préaux de D. Hensley, ces deux derniers adoptant en outre une approche comparative et explicative. J. Huysmans dresse notamment un inventaire détaillé des organisations gantoises de défense des francophones, tandis que D. Hensley propose entre autres des considérations théoriques sur la tension entre individualisme et holisme en matière de politique linguistique, qui gagnent à être complétées par l'introduction de l'ouvrage d'E. Witte et H. Van Velthoven sur les conflits linguistiques en Belgique⁴. L'impression qui se dégage de ce tour d'horizon de la littérature est que « Gand Français » reste avant tout une mobilisation de protection des intérêts d'une élite, qui ne pouvait accepter la suppression de son principal instrument de reproduction et de distinction sociales⁵. Cependant, cette explication ne nous semble pas complètement satisfaisante pour comprendre ce mouvement social protéiforme.



Carte portée au chapeau lors de la manifestation du 28 décembre 1923 contre la flamandisation de l'Université de Gand (Bruxelles : Imp. Brawers, janvier 1923. *Musée de la Vie Wallonne, Liège*, Fonds du Musée, n°11 129). © Province de Liège – Musée de la Vie Wallonne.

Tout d'abord, « Gand Français » ne se limite pas aux francophones de Flandre, bien que le rôle du Mouvement wallon dans ce conflit semble moins évident, comme en témoigne la conclusion de la notice qui lui est consacrée par A. Collignon, dans *L'Encyclopédie du Mouvement wallon* : « Le Mouvement wallon a dépensé une partie de ses forces dans un combat d'arrière-garde... qui n'était pas le sien. »⁶ Mais que penser d'un combat d'arrière-garde qui amène des centaines d'étudiants liégeois à pénétrer le périmètre neutre protégeant le Parlement et à se faire charger par la gendarmerie montée, le jour du vote fatidique ? Menée par l'Assemblée wallonne et la Ligue des Étudiants wallons de l'Université de Liège, la résistance parmi les élites méridionales fut remarquable (3000 auditeurs au meeting du 31 décembre 1922 à Liège) et présente un répertoire d'actions similaire à celui déployé dans le nord du pays :

pétitions, motions des collèges communaux, manifestations, mise en branle des relais dans la presse. *L'Encyclopédie du Mouvement wallon* de l'Institut Jules Destrée, ainsi que le chapitre consacré aux réactions des universitaires liégeois dans le mémoire de M.-L. Pineiro-Perez sur les représentations médiatiques de la communauté universitaire liégeoise au cours des années 20⁷, permettent d'explorer cette mobilisation. Elles se rejoignent de même au point de vue du discours, dans un premier temps : l'unité morale et donc politique de la Belgique supposerait la sauvegarde de l'unité des élites de langue française et la liberté des langues.

Cette mission de défense de la culture française en Flandre, avec laquelle le Mouvement wallon a peu à peu rompu pendant l'Entre-Deux-Guerres, a été plus amplement étudiée dans les nombreux travaux de Ch. Kesteloot⁸. L'historienne y met l'accent sur l'intensité de la mobilisation pour « Gand Français », mais aussi sur son caractère hétéroclite. À bien des égards, cette résistance est paradoxale, notamment en ce qu'elle consacre à la fois l'apogée de la tendance unitariste dans les rangs wallons et l'émancipation de sa frange fédéraliste, conséquence de la crainte grandissante que le bilinguisme exigé en Flandre ne soit appliqué en retour dans le sud du pays. À cette ambiguïté, P. Delforge propose un début d'explication sociologique dans son *Assemblée wallonne (1912-1923)*⁹. Il y suggère que l'accent mis sur la défense de la culture française provient de la prise de contrôle progressive sur l'Assemblée par les représentants des catégories professionnelles lésées par le progrès du flamand en Flandre (dans le cas de l'affaire gantoise, les professeurs d'université). La piste mérite qu'on s'y intéresse, même si Kesteloot souligne que les militants (re)tournés vers le fédéralisme n'avaient pas, eux non plus, complètement abandonné les Flamands francophones.



« Le Coq Wallon soutenant d'un effort tendu l'édifice de l'Université de Gand. »
 Poissinger D. in: *Noss Pèron*, 5 : 1 (4-10/01/1923). © Province de Liège – Musée de la Vie Wallonne.

Cette piste sociologique nous conduit à un nouvel angle d'approche du mouvement « Gand Français » : sa dimension « corporative », symptomatique d'une forme d'esprit de corps. Quoique jamais étudiée, directement, elle ressort de nombreux passages de travaux déjà cités. Les uns font état de la résistance particulièrement virulente parmi les élites intellectuelles : on pense au corps académique gantois, proactif, mais au-delà, à son pendant liégeois, aux académies, sans parler de la massive participation du « gratin des intellectuels francophones » (pour reprendre les termes d'A. Collignon) à la Ligue Nationale¹⁰. Les autres rapportent les craintes et critiques apportées au projet de flamandisation au nom du niveau scientifique, qui serait mis en péril par l'introduction d'une langue populaire et locale dans un domaine d'activités par nature élitaire et universel. Il y a matière à creuser davantage, et peut-être à répondre ainsi au souhait jadis exprimé par W. Blockmans (s'interrogeant sur le rôle d'H. Pirenne dans le mouvement « Gand Français ») d'amorcer en Belgique une histoire sociale et politique des intellectuels¹¹.

Pour cette analyse, l'historien dispose d'un outillage théorique issu des sciences sociales, et plus précisément du champ des « *Higher Education Studies* ». La question de la distribution du pouvoir dans un système universitaire a été largement traitée dans les nombreux travaux du sociologue américain B. R. Clark et de ses disciples¹². Il avance ainsi que les universités européennes continentales se caractérisent par un affrontement latent entre les pouvoirs publics et l'« *academic estate* », le « *stand der professoren* » de R. Mantels¹³, c'est-à-dire les professeurs d'université comme un corps, pour le contrôle des leviers de décision. Une des clés de l'autonomie des universitaires résiderait dans la technicité de leurs activités, leur permettant de revendiquer une sorte de « fief » intellectuel sur lequel ils seraient seuls compétents. Le pouvoir qui en émergerait prendrait spontanément une forme collégiale plutôt que hiérarchique, et étendrait, grâce à son expertise et à son prestige, son influence sur les pouvoirs régulateurs.

« Gand Français » constitue un moment privilégié pour étudier cette tension en Belgique. Cependant, il s'agit de remettre ces théories dans le contexte historique local : le chercheur peut à la fois s'appuyer (entre autres) sur le vaste projet collectif d'*History of the University in Europe* dirigé par W. Rüegg, sur l'histoire sociale de l'université telle que développée en France par Chr. Charle, et sur la littérature proprement belge, hélas fort parcellaire à ce jour. La thèse de P. Dhondt, quoiqu'éclairante, ne porte « que » sur le XIX^e siècle¹⁴. Elle reste cependant précieuse, tout comme d'autres travaux plus anciens, pour dessiner le portrait d'un système qui, à l'instar de son pendant français à la même époque, connaît une évolution profonde : d'une organisation hiérarchique et bureaucratique, il s'oriente à la veille et surtout au lendemain de la Première Guerre Mondiale vers une « république des savants »¹⁵ dans laquelle les professeurs, individuellement ou en corps, réclament – et obtiennent – davantage d'autonomie : personnalité civile pour les universités de l'État (1920), consultation en interne avant toute nomination de professeurs (1922), droit d'élection du recteur par le corps académique (1924), élaboration des programmes en collaboration avec le ministère (1929)... Leur principal atout en la matière serait la spécialisation croissante de la recherche et de l'enseignement, « *ruimte voor de afirmatie van het professorenkorps als machtsfactor* » selon J. Tyssens¹⁶.

Mais encore plus intéressantes sont les analyses de R. Mantels dans *Gent. Een geschiedenis van stad en universiteit*, et ses autres publications consacrées à l'histoire de l'UGent. Non seulement suit-il Tyssens sur la question du rôle de la spécialisation professionnelle dans l'émancipation du corps académique à l'égard de la tutelle de l'administration, mais il y associe une analyse des représentations entourant le corps professoral, rejoignant ainsi le mémoire d'A. Welvaert¹⁷ consacré aux biographies de scientifiques. Ceux-ci étaient dotés, avant 1914, d'un grand prestige intellectuel mais aussi moral : leur image est celle de prêtres de la raison vivant hors de la société. Elle contraste fortement avec le « désenchantement » dont fait l'objet la

profession dans l'Entre-Deux-Guerres, frappée par les crises économiques et l'impératif de *volksverbondenheid* prôné par l'Ordre Nouveau, dans un contexte général de démocratisation des études.

Pourtant, l'embrigadement de la science au service de la patrie en danger ne signifiait pas toujours la perte de son lustre. Ainsi, l'engagement des scientifiques français pendant le premier conflit mondial, essentiellement à leur initiative, déboucha sur une conséquence inattendue pour le système universitaire hexagonal : il contribua à resserrer les rangs des professeurs, à faire naître chez eux « le mythe nostalgique d'une unité universitaire et encyclopédique, à la fois disciplinaire et politique »¹⁸. Bien étudié par A. Rasmussen, cet idéal d'une « science française » supérieure car guidée par la force et l'autorité morale du corps des universitaires, précéda (et contribua peut-être) à l'avènement dans l'après-guerre de revendications corporatives nouvelles en faveur de l'autonomie des universités, des savants et de la recherche. On est en droit de se demander quelle résonance ont pu avoir ces idéaux sur le système belge, lui aussi imprégné en ces lendemains d'Armistice par les représentations issues de la « culture de guerre ».

C'est que la Première Guerre Mondiale, à bien des égards, se menait encore dans les esprits. Elle était renforcée par la vague patriotique et germanophobe qui accompagna le début de l'occupation belgo-française de la Ruhr (janvier 1923), coïncidant avec la période la plus intense de la lutte pour la « citadelle ». C'est à cette émotion nationaliste, analysée entre autres dans les précieux mémoires de G. Beulens et de C. Ruess¹⁹, qu'E. Gerard attribue l'échec de la proposition Van Cauwelaert.

Cette culture de guerre, déjà étudiée pour la Belgique francophone dans plusieurs travaux²⁰, est en effet un des éléments les plus notoires du combat pour « Gand Français ». Comme le souligne D. Hensley :

*« Each side thus claimed that they best represented the real legacy of the war. The debate on the future of language use in Belgium - especially in Flanders - became a contest to decide the meaning of the war's dead and the duties of the war's survivors. »*²¹

Ainsi, le mouvement « Gand Français » usait et abusait de la *reductio ad Teutonicum* : la flamandisation de Gand constituerait une récidive du crime commis par les activistes à la faveur de la *Flamenpolitik*. Hensley affirme que, plus qu'instrumental, cette rhétorique traduisait en réalité un véritable sentiment de trahison et de crainte. De plus, le conflit gantois était interprété comme un champ de bataille de l'éternel affrontement entre la civilisation latine et la barbarie germanique par les francophones de Flandre et de Bruxelles, et *a fortiori* par les militants wallons dont la tradition francophile et germanophobe était déjà bien établie avant la Première Guerre Mondiale. Cette lecture binaire, cette francophilie débordante qui règne alors en Wallonie (et particulièrement chez les jeunes militants liégeois), constitue elle aussi une piste d'investigation pour tenter de comprendre le tournant que constitue l'année 1923 pour le militantisme wallon.

Ce sentiment francophile s'accordait d'ailleurs parfaitement avec la politique universitaire française sur le plan international : dans le prolongement culturel de sa nouvelle hégémonie politico-diplomatique sur le continent, l'Hexagone s'efforçait, par la multiplication des échanges et contacts avec les universités des pays amis, d'établir ou renforcer ce que Chr. Charle a appelé « l'empire intellectuel francophone »²². Une telle remise en contexte permet non seulement de mieux comprendre l'hostilité de la diplomatie française face à la

flamandisation de l'Alma Mater gantoise, mais offre aussi des perspectives de comparaison internationale. Le combat contre la défrancisation de l'Université de Gand coïncide en effet avec la re-francisation d'une autre institution établie aux marges de la zone d'influence française, celle de Strasbourg. L'ouvrage de J. Craig, *Scholarship and Nation-Building. The University of Strasbourg and Alsatian Society (1870-1939)*, est à cet égard, d'une grande pertinence. Non seulement les discours qui présidèrent à l'ouverture de l'université française de Strasbourg rappellent le tocsin francophone dans la « citadelle » gantoise, mais cette nouvelle université constituait aussi, pour les élites alsaciennes, un moyen d'abandonner leur langue régionale, et de faire « *whatever else they could to polish their French and to acquire the tastes and dispositions identified with France's educated bourgeoisie* »²³. Serions-nous en bord de Lys ?

¹ Voir à ce propos la controverse menée dans les pages de la revue *Wetenschappelijke Tijdingen* par les historiens L. Wils, H. Van Velthoven et H. Van Goethem, en 2009.

² De Clerck K., Bossaert H., *Kroniek van de strijd voor de vernederlandsing van de Gentse universiteit* (Gent: Universiteitsarchief Gent, 1985).

³ Deneckere G., 'Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit na de Eerste Wereldoorlog. Analyse van een besluitvormingsproces' in: *Handschrift der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheid te Gent*, 48 (1994), p. 201-232. Deneckere G., *Uit de ivoren toren: 200 jaar Universiteit Gent* (Gent: Tijdsbeeld, 2017). Langendries E., « Nu naar de Vlaamse Hoogeschool ! » De laatste fase van de strijd voor de vernederlandsing van de universiteit' in: Capiteyn A., De Cock A.M. et Deneckere G. (dir.), *Interbellum in: Gent 1919-1939* (Gent: Stad Gent, 1995), p. 138-152. De Waele M., 'Frankrijk' in: Schryver R. (dir.), *De Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* (t. III, Lannoo: Tielt, 1998), p. 1180. De Waele M., 'De strijd om de citadel. Frankrijk en de vernederlandsing van de Gentse Universiteit (1918-1930)' in: *BTNG*, 32 : 1 (2002), p. 153-193.

⁴ Witte E., Van Velthoven H., *Les Querelles linguistiques en Belgique. Le point de vue historique* (Bruxelles : Le Cri, 2011), p. 17.

⁵ Huysmans J., Pour le maintien de la culture française en Flandre: *de reaktie van de Franssprekende elite op de sociale veranderingen na wereldoorlog I, haar houding ten opzichte van de vernederlandsing van het openbare leven, Gent, 1918-1940* (Mémoire de licence en Histoire, inédit, RUG, année académique 1979-1980). Préaux C., *La fin de la Flandre belge ?* (Waterloo : Avant-propos, 2012). Hensley D. J., *Defending French in Flanders, 1880-1975* (Thèse de doctorat en Philosophie, inédit, Pennsylvania State University, année académique 2013-2014).

⁶ Colignon A., 'Flamandisation de l'Université de Gand' in: Delforge P., Destatte P. et Libon M. (dir.), *Encyclopédie du Mouvement wallon*, t. II (Charleroi : Institut Jules Destrée, 2000), p. 640.

⁷ Pineiro-Perez M.-L., *L'Université de Liège : impact d'une institution d'enseignement et d'une institution scientifique dans la presse quotidienne liégeoise de 1919 à 1929* (Mémoire de licence en Histoire, inédit, ULg, année académique 1989-1990).

⁸ Kesteloot Ch., "Waalse Beweging" in: *NEVB*, t. III, 1998, p. 3635-3657. Kesteloot Ch., *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français. Les origines du FDF* (Bruxelles : Complexes, CEGES, 2004). Kesteloot Ch., 'La Belgique de 1830, une nation à conserver ? Le difficile combat du Mouvement Wallon dans une Belgique en mutation' in: Witte E., Kurgan-van-Hentenryk G., Lamberts E., *Natie en democratie* (Bruxelles, Vlaamse Koninklijke Vlaamse

Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten, 2007), p 279-292. Kesteloot Ch. ‘Alliés ou ennemis ? La place des francophones de Flandre dans les combats du Mouvement wallon.’ in: *FrancoFonie. Revue du Centre d’Etude des Francophones en Flandre*, 1 : 3 (2011), p. 48-63. Kesteloot Ch., *Waals regionalisme tegenover nationalisme. Andere projecten of enkel een andere naam? Paul Verbraekenlezing 2013* (Brussel: VUB Press, 2013).

⁹ Delforge P., *L’Assemblée wallonne (1912-1923). Premier Parlement de Wallonie ?* (Namur : Institut Destrée, 2013).

¹⁰ Colignon A., ‘Flamandisation de l’Université de Gand’ in: *EMW*, t. II, p. 640.

¹¹ Blockmans W. P., ‘Mandarijnenhulde en wetenschapsgeschiedenis’ in: *Handschrift der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheid te Gent*, 29 (1975), p. 37.

¹² Citons, entre autres : Clark B.R. et al., *Academic power. Patterns of authority in: seven national systems of higher education* (New York: Praeger, 1978). Clark B.R., *The higher education system. Academic organization in cross-national perspective* (Berkeley: University of California Press, 1983). Clark B.R., *The academic profession. National, disciplinary, and institutional settings* (Berkeley: University of California Press, 1987). Clark B.R., Neave G.R. (dir.), *The Encyclopedia of Higher Education*, 4 t. (Oxford - NY - Seoul – Tokyo: Pergamon Press, 1992).

¹³ Mantels R., *Gent. Een geschiedenis van universiteit en stad, 1817-1940* (Brussel: Mercatorfonds, 2013), p. 153.

¹⁴ Dhondt P., *Un double compromis. Enjeux et débats relatifs à l’enseignement universitaire en Belgique au XIX^e siècle* (Gent: Academia Press, 2011).

¹⁵ Pour reprendre l’expression de Chr. Charle dans *La République des universitaires*, p. 395.

¹⁶ Tyssens J., ‘Het Belgisch universitair systeem (1817-1991): configuraties van bevoogding en autonomie’, in: *Persoon en gemeenschap*, 53:2 (2000), p. 163.

¹⁷ Welvaert A., *De heroïek van de waarheidszoeker : Belgische wetenschapsbiografieën, 1870-1930* (Mémoire de licence en Histoire, inédit, KUL, année académique 2001-2002).

¹⁸ Rasmussen A., ‘La « science française »’ in: *Mots*, 76 (nov. 2004), p. 15.

¹⁹ Beulens G., *Een knooppunt van buitenlandse militaire en taalpolitiek* (Mémoire de licence en Histoire, inédit, KUL, année académique 1985-1986). Ruess C., *La propagande antiallemande en Belgique francophone après la Première Guerre Mondiale (novembre 1918 - 1930). Du sentiment au comportement germanophobe* (Mémoire de licence en Histoire, inédit, ULg, année académique 2007-2008).

²⁰ Van Ypersele L., ‘La Belgique héroïque et martyre, une mémoire exclusivement francophone ?’ in: Courtois L., Delville J.-P., et al., *Images et paysages mentaux des XIX^e et XX^e siècles, de la Wallonie à l’Outre-mer hommage au professeur Jean Pirotte à l’occasion de son éméritat* (Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant, 2007), p. 131-144. Tixhon A., ‘Continuer la guerre : Sentiments germanophobes et francophiles dans la Wallonie d’entre-deux-guerres’ in: Tailler P.-A., Nefors P., *Quand les canons se taisent. Actes du colloque international organisé par les Archives de l’État et le Musée royal de l’Armée et d’Histoire militaire, Bruxelles, 3-6 novembre 2008* (Bruxelles : Archives Générales du Royaume, 2010) p. 255-267.

²¹ Hensley D. J., *Defending French in Flanders*, p. 126.

²² Charle Ch., *La République des universitaires*, p. 395.

²³ Craig J., *Scholarship and Nation-Building. The University of Strasbourg and Alsatian Society, 1870-1939* (Chicago: University of Chicago Press, 1984), p. 341.